

À la mémoire de la Commune

Quarante ans se sont écoulés depuis la proclamation de la Commune de Paris. Selon la coutume, le prolétariat français a honoré par des meetings et des manifestations la mémoire des militants de la révolution du 18 mars 1871 ; à la fin de mai, il ira de nouveau déposer des couronnes sur la tombe des communards fusillés, victimes de l'horrible « semaine sanglante » de mai et jurer une fois de plus de combattre sans relâche jusqu'au triomphe complet de leurs idées, jusqu'à la victoire totale de la cause qu'ils lui ont léguée.

Pourquoi le prolétariat, non seulement français, mais du monde entier, honore-t-il dans les hommes de la Commune de Paris ses précurseurs ? Et quel est l'héritage de la Commune ?

La Commune naquit spontanément ; personne ne l'avait consciemment et méthodiquement préparée. Une guerre malheureuse avec l'Allemagne ; les souffrances du siège ; le chômage du prolétariat et la ruine de la petite bourgeoisie ; l'indignation des masses contre les classes supérieures et les autorités qui avaient fait preuve d'une incapacité totale ; une fermentation confuse au sein de la classe ouvrière qui était mécontente de sa situation et aspirait à une autre organisation sociale ; la composition réactionnaire de l'Assemblée nationale qui faisait craindre pour la République, tous ces facteurs, et beaucoup d'autres, poussèrent la population de Paris à la révolution du 18 mars qui remit inopinément le pouvoir entre les mains de la Garde nationale, entre les mains de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie qui s'était rangée de son côté.

Ce fut un évènement sans précédent dans l'histoire. Jusqu'alors, le pouvoir se trouvait ordinairement entre les mains des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, c'est-à-dire d'hommes de confiance à eux, constituant ce qu'on appelle le gouvernement. Mais après la révolution du 18 mars, lorsque le gouvernement de M. Thiers s'enfuit de Paris avec ses troupes, sa police et ses fonctionnaires, le peuple devint le maître de la situation et le pouvoir passa au prolétariat. Mais dans la société actuelle, le prolétariat, économiquement asservi par le capital, ne peut dominer politiquement s'il ne brise les chaînes qui le rivent au capital. Et voilà pourquoi le mouvement de la Commune devait inévitablement revêtir une couleur socialiste, c'est-à-dire chercher à renverser la domination de la bourgeoisie, la domination du capital, et à détruire les assises mêmes du régime social actuel.

Au début, ce mouvement fut extrêmement mêlé et confus. Y adhéraient des patriotes qui espéraient que la Commune reprendrait la guerre contre les Allemands et la mènerait à bonne fin. Il était soutenu par les petits commerçants menacés de ruine si le paiement des traites et des loyers n'était pas suspendu (ce que le gouvernement leur avait refusé, mais que la Commune leur accorda). Enfin, au début, il bénéficia même en partie de la sympathie des républicains bourgeois qui craignaient que l'Assemblée nationale réactionnaire (les « ruraux », les hobereaux sauvages) ne restaurât la monarchie. Mais dans ce mouvement, le rôle principal fut naturellement joué par les ouvriers (surtout par les artisans parisiens) parmi lesquels une active propagande socialiste avait été menée durant les dernières années du second Empire et dont beaucoup appartenaient même à l'Internationale.

Les ouvriers seuls restèrent fidèles jusqu'au bout à la Commune. Les républicains bourgeois et les petits bourgeois s'en détachèrent bientôt : les uns effrayés par le caractère prolétarien, socialiste et révolutionnaire du mouvement ; les autres lorsqu'ils le virent condamné à une défaite certaine. Seuls les prolétaires français soutinrent sans crainte et sans lassitude leur gouvernement ; seuls ils combattirent

et moururent pour lui, c'est-à-dire pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour un meilleur avenir de tous les travailleurs.

Abandonnée par ses alliés de la veille et dépourvue de tout appui, la Commune devait inéluctablement essuyer une défaite. Toute la bourgeoisie de la France, tous les grands propriétaires fonciers, toute la Bourse, tous les fabricants, tous les voleurs grands et petits, tous les exploités se liguerent contre elle. Cette coalition bourgeoise soutenue par Bismarck (qui libéra 100 000 prisonniers français pour réduire Paris) réussit à dresser les paysans ignorants et la petite bourgeoisie provinciale contre le prolétariat parisien et à enfermer la moitié de Paris dans un cercle de fer (l'autre moitié étant investie par l'armée allemande).

Dans certaines grandes villes de France (Marseille, Lyon, Saint-Etienne, Dijon et ailleurs), les ouvriers tentèrent également de s'emparer du pouvoir, de proclamer la Commune et d'aller secourir Paris, mais ces tentatives échouèrent rapidement. Et Paris, qui leva le premier le drapeau de l'insurrection prolétarienne, se trouva réduit à ses seules forces et voué à une perte certaine.

Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires : des forces productives hautement développées et un prolétariat bien préparé. Mais en 1871 ces deux conditions faisaient défaut. Le capitalisme français était encore peu développé et la France était surtout un pays de petite bourgeoisie (artisans, paysans, boutiquiers, etc.). Par ailleurs, il n'existait pas de parti ouvrier ; la classe ouvrière n'avait ni préparation ni long entraînement et dans sa masse, elle n'avait même pas une idée très claire de ses tâches et des moyens de les réaliser. Il n'y avait ni sérieuse organisation politique du prolétariat, ni syndicats ou associations coopératives de masse...

Mais ce qui manqua surtout à la Commune, c'est le temps, la possibilité de s'orienter et d'aborder la réalisation de son programme. Elle n'avait pas encore eu le temps de se mettre à l'œuvre que le gouvernement de Versailles, soutenu par toute la bourgeoisie, engageait les hostilités contre Paris. La Commune dut, avant tout, songer à se défendre. Et jusqu'à la fin, survenue entre les 21 et 28 mai, elle n'eut pas le temps de penser sérieusement à autre chose.

Au demeurant, malgré des conditions aussi défavorables, malgré la brièveté de son existence, la Commune réussit à prendre quelques mesures qui caractérisent suffisamment son véritable sens et ses buts. La Commune remplaça l'armée permanente, instrument aveugle des classes dominantes, par l'armement général du peuple ; elle proclama la séparation de l'Église et de l'État, supprima le budget des Cultes (c'est-à-dire l'entretien des curés par l'État), donna à l'instruction publique un caractère tout à fait laïque et par là même porta un coup sérieux aux gendarmes en soutane. Dans le domaine purement social, elle n'eut pas le temps de faire beaucoup de choses, mais le peu qu'elle fit montre avec suffisamment de clarté son caractère de gouvernement ouvrier, populaire : le travail de nuit dans les boulangeries fut interdit ; le système des amendes, ce vol légalisé des ouvriers, fut aboli ; enfin, la Commune rendit le fameux décret en vertu duquel toutes les fabriques, usines et ateliers abandonnés ou immobilisés par leurs propriétaires étaient remis aux associations ouvrières qui reprendraient la production. Et comme pour souligner son caractère de gouvernement authentiquement démocratique et prolétarien, la Commune décida que le traitement de tous les fonctionnaires de l'administration et du gouvernement ne devait pas dépasser le salaire normal d'un ouvrier et en aucun cas s'élever au-dessus de 6 000 francs par an.

Toutes ces mesures montraient assez clairement que la Commune s'avérait un danger mortel pour le vieux monde fondé sur l'asservissement et l'exploitation. Aussi la société bourgeoise ne put-elle dormir tranquille tant que le drapeau rouge du prolétariat flotta sur l'Hôtel de Ville de Paris. Et lorsque, enfin, les forces gouvernementales organisées réussirent à l'emporter sur les forces mal organisées de la révolution, les généraux bonapartistes, battus par les Allemands et courageux contre leurs compatriotes vaincus firent un carnage comme jamais Paris n'en avait vu. Près de 30 000 Parisiens furent massacrés

par la soldatesque déchaînée, près de 45 000 furent arrêtés dont beaucoup devaient être exécutés par la suite ; des milliers furent envoyés au bagne ou déportés. Au total, Paris perdit environ 100 000 de ses fils et parmi eux les meilleurs ouvriers de toutes les professions.

La bourgeoisie était contente. « Maintenant, c'en est fait du socialisme, et pour longtemps ! », disait son chef, le nabot sanguinaire Thiers, après le bain de sang qu'avec ses généraux il venait d'offrir au prolétariat parisien. Mais ces corbeaux bourgeois croassaient à tort. À peine six ans après l'écrasement de la Commune, alors que nombre de ses combattants croupissaient encore au bagne ou languissaient en exil, le mouvement ouvrier renaissait déjà en France. La nouvelle génération socialiste, enrichie par l'expérience de ses aînés et nullement découragée par leur défaite, releva le drapeau tombé des mains des combattants de la Commune et le porta en avant avec assurance et intrépidité aux cris de « Vive la révolution sociale ! Vive la Commune ! » Et quelques années plus tard, le nouveau parti ouvrier et l'agitation qu'il avait déclenchée dans le pays obligeaient les classes dominantes à remettre en liberté les communards restés aux mains du gouvernement.

Le souvenir des combattants de la Commune n'est pas seulement vénéré par les ouvriers français, il l'est par le prolétariat du monde entier. Car la Commune lutta non point pour quelque objectif local ou étroitement national, mais pour l'affranchissement de toute l'humanité laborieuse, de tous les humiliés, de tous les offensés. Combattante d'avant-garde de la révolution sociale, la Commune s'acquit des sympathies partout où le prolétariat souffre et lutte. Le tableau de sa vie et de sa mort, l'image du gouvernement ouvrier qui prit et garda pendant plus de deux mois la capitale du monde, le spectacle de la lutte héroïque du prolétariat et de ses souffrances après la défaite, tout cela a enflammé l'esprit de millions d'ouvriers, fait renaître leurs espoirs et gagné leur sympathie au socialisme. Le grondement des canons de Paris a tiré de leur profond sommeil les couches les plus arriérées du prolétariat et donné partout une impulsion nouvelle à la propagande révolutionnaire socialiste. C'est pourquoi l'œuvre de la Commune n'est pas morte ; elle vit jusqu'à présent en chacun de nous.

La cause de la Commune est celle de la révolution sociale, celle de l'émancipation politique et économique totale des travailleurs, celle du prolétariat mondial. Et en ce sens, elle est immortelle.